Arnaud Decroix, *Question fiscale et réforme financière en France (1749-1789). Logique de transparence et recherche de la confiance publique*

Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006, 638 p.,
ISBN 2-7314-0523-6, 43 €.

Marie-Laure Legay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11284>

DOI : 10.4000/ahrf.11284

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 212-214

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marie-Laure Legay, « Arnaud Decroix, *Question fiscale et réforme financière en France (1749-1789). Logique de transparence et recherche de la confiance publique* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11284> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11284>

telle enseigne qu'en plusieurs occasions, des ingénieurs furent dépêchés sur place pour corriger les erreurs de devis. En réalité, toutes ces attributions relevaient d'un mode de gestion patrimonial en cours d'évidement politique et juridique. Dans ce contexte, il faut comprendre les réclamations des administrations municipales non comme une injustice formulée à l'égard des bureaux de finances, mais comme une profonde aspiration des élites nouvelles à saisir les rênes du gouvernement local.

La deuxième partie radiographie le groupe des 235 officiers de la compagnie reçus entre 1577 et 1790. L'auteur semble rejoindre l'avis de Michel Cassan plaçant les trésoriers de France hors de la catégorie des officiers moyens, le privilège d'anoblissement graduel donnant une importance certaine à ces charges. En s'appuyant sur une solide étude prosopographique, l'auteur montre le poids écrasant des roturiers parmi les familles entrantes au bureau des finances de Tours au XVIII^e siècle (83,9 % contre 46 % au XVII^e siècle), entérinant l'idée d'une juridiction désertée par les lignages nobles (13,8 % au XVIII^e siècle contre 43 % au siècle précédent). Ces familles roturières sont généralement issues de la marchandise tourangelles, à l'instar des Decop au XVII^e siècle ou des Abraham au XVIII^e. Au fond, l'auteur conclut à l'assimilation possible de la compagnie à celle des secrétaires du roi. Ce faisant, il conforte l'idée émise par François Bluche sur le bureau de Paris (1973) et Philippe Rosset sur le bureau de Lille (1991) selon laquelle ces compagnies de trésoriers auraient tenu un rôle essentiellement social à défaut d'un intérêt fonctionnel fondamental et auraient agi comme des « moules à privilèges » (de fait, un cinquième des lignages furent anoblis par la fonction). On relèvera une contradiction entre ces solides conclusions et celles du volume premier, plus incertaines.

Les deux derniers chapitres (VII : « le bureau des finances, organe d'emprunt étatique » et VIII : « l'action syndicale ») sont sans nul doute les plus originaux dans l'ensemble de cette étude. L'auteur y montre comment les officiers mobilisèrent l'épargne de leur environnement familial et professionnel pour répondre aux augmentations de gages régulièrement sollicitées du pouvoir. Parmi les bailleurs de fonds, il relève le poids grandissant de la domesticité. Enfin, François Caillou étudie en détail l'activité des agents d'affaires du bureau des finances, professionnels de la sollicitation attachés à défendre les intérêts d'une compagnie engagée dans de nombreuses querelles de juridiction. Cette activité se révélera particulièrement inefficace face à la détermination du gouvernement de faire cesser les fonctions des officiers inutiles. La suppression précoce de la compagnie (mai 1788) en dit long, en réalité, sur l'obsolescence avérée de l'institution.

Marie-Laure LEGAY

Arnaud DECROIX, Question fiscale et réforme financière en France (1749-1789). Logique de transparence et recherche de la confiance publique, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006, 638 p., ISBN 2-7314-0523-6, 43 €.

Sous ce titre, Arnaud Decroix livre une étude assez systématique de la littérature politique des années 1749-1789, étude qui a reçu le prix Jean-Bodin 2005 de la faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille. L'abondance des sources exploitées impressionne d'emblée. Outre les principaux écrivains des différents

courants de pensée politique et économique du siècle - d'Accarias de Sérionne à Arthur Young, on compte quelque 450 références d'imprimés environ - l'historien du droit s'appuie sur un important corpus de remontrances des cours souveraines parisiennes et des cours de province, tirées de divers recueils et collections de la Bibliothèque nationale, pour mettre en évidence l'apparition de notions fondamentales dans le débat public du XVIII^e siècle.

On regrettera qu'Arnaud Decroix n'ait pas mieux défini sa démarche heuristique. Au terme de la courte introduction, le lecteur ne parvient pas à savoir s'il a entre les mains une étude sur l'apparition d'une norme juridique qui serait « la transparence » dans la politique publique, ou bien une étude d'histoire politique mettant aux prises les principales institutions françaises du XVIII^e siècle, ou encore une histoire de la réforme fiscale abordée sous l'angle du droit. Ce flottement est sans doute à l'origine d'une méprise quant au titre de l'ouvrage. Tandis qu'il promet une analyse sur « la logique de transparence et la recherche de la confiance publique », sous-entendu dans la politique fiscale du XVIII^e siècle, Arnaud Decroix précise en introduction vouloir s'attacher à « mieux comprendre les mécanismes de la politisation de la question fiscale ». N'y aurait-il pas confusion entre les notions de transparence et de confiance mobilisées en général par les spécialistes des sciences de gestion à propos de l'organisation du crédit public (et non de la question fiscale) et la notion de débat public qui relève, comme chacun sait, d'analyses plus larges sur l'esprit public au XVIII^e siècle ? En réalité, l'auteur propose l'histoire d'une idée, « la transparence », la traque dans le débat politique du XVIII^e siècle et la trouve nécessairement dans la littérature financière.

Si l'on ne s'arrête pas à ce flottement, on appréciera la rigueur de présentation des principaux débats sur les finances publiques entre 1749 et 1789. Arnaud Decroix divise son ouvrage en deux parties, dont les titres ne sont pas assez explicites (partie I : « changement technique et réaction politique » ; partie II : « changement politique et réaction technique ») et propose une rupture chronologique (1776) dans le débat public, qui en réalité correspond au début de l'expérience d'un nouveau mode de gestion par le crédit. Ainsi, l'objet même de l'étude (la transparence) se confond avec l'événement puisque la monarchie tente précisément à cette époque de sortir de l'ornière dans laquelle l'a placé la gestion patrimoniale si bien définie par Herbert Lüthy pour tenter une gestion « publique » des fonds avec Necker. La première partie traite donc de la question fiscale, se subdivise en deux titres, l'un résumant les fondements politiques et idéologiques de la réforme fiscale (du libéralisme aristocratique à la physiocratie), l'autre s'attardant sur la réforme du vingtième et la réaction parlementaire. À juste titre, l'auteur insiste sur l'importance du débat politique de 1763, les déclarations d'avril et novembre 1763 et les remontrances des cours souveraines. La fin de la guerre de Sept Ans engagea en effet les Magistrats à conditionner toute réforme fiscale à la réduction de la dette publique (le vingtième a été créé en 1749 pour alimenter la caisse d'amortissement). Incapable de donner toutes les garanties sur ce point, la monarchie préféra donc se priver de la réforme, laissant les intendants agir sans directive générale franche dans leurs généralités. La deuxième partie traite du crédit public, subdivisée également en deux titres, l'un étudiant les commentaires de l'époque sur le développement du crédit, l'autre (« l'appel à la nation ») revenant sur l'aspiration des gouvernés à participer à l'activité des gouvernants (Roland Mousnier). La minutie avec laquelle les écrits sont résumés doit être soulignée. Cependant, le titre II n'est peut-être pas assez clairement lié au premier, si ce n'est par le déroulement

logique des événements. Or, n'est-ce pas sur la question de la réciprocité dans la logique de la transparence (déclarations fiscales des sujets contre transparence des comptes) que la monarchie échoua ? Soucieux de rendre compte de toutes les occasions où la notion a été évoquée, Arnaud Decroix en oublie quelque peu les enjeux fondamentaux de son sujet. Il n'en demeure pas moins que l'on mesure bien à travers cet ouvrage l'évolution des exigences de l'opinion publique animée par les remontrances parlementaires (Keith Baker).

On utilisera donc l'ouvrage d'Arnaud Decroix comme un formidable outil bibliographique, mais l'on ne se leurrera pas sur les conditions d'avancée de l'histoire des finances publiques. Celle-ci exige d'entrer un minimum dans la logique des sciences de gestion, sous peine de voir ce pan essentiel de l'histoire politique échapper entièrement à la discipline historique.

Marie-Laure LEGAY

Robert LEGRAND, **La guerre d'indépendance américaine et La Fayette**, Abbeville, F. Faillart éditeur, 2006, 222 p., 22 €.

Il s'agit de l'ultime ouvrage de Robert Legrand, membre de la Société des études robespierristes, décédé en août 2006 (voir l'hommage de Claude Mazauric publié dans le numéro 347 de la revue). Chercheur autodidacte, s'intéressant autant à la poésie qu'à l'histoire de la Picardie et à la généalogie, Robert Legrand travaillait encore à ce nouveau livre quelques semaines avant de disparaître à l'âge de quatre-vingt-treize ans, d'où le caractère parfois un peu inachevé et décousu de l'ouvrage. On ne cherchera évidemment pas ici une nouvelle somme historiographique sur La Fayette et sur son rôle dans la guerre d'Indépendance américaine, mais plutôt le travail d'un amateur passionné par son sujet. Robert Legrand entend comprendre pourquoi le personnage de La Fayette a suscité, selon lui, autant d'appréciations négatives de la part de ses contemporains et des historiens de la Révolution. C'est donc un exercice de réhabilitation dans lequel le jugement personnel joue évidemment un grand rôle et l'auteur s'identifie souvent à son sujet d'étude, parlant même parfois de « notre armée » ou de « nos escadres » pour désigner les soldats français en Amérique. La structure et la forme de l'ouvrage ne sont pas universitaires et peuvent parfois surprendre le lecteur habitué aux normes en vigueur dans les publications académiques. Ainsi, certains développements sont présentés sous forme de notes (par exemple le chapitre III sur la guerre maritime). L'ouvrage est divisé en dix-huit chapitres : les huit premiers sont consacrés à la période de la guerre américaine, les dix suivants à la carrière politique de La Fayette, de son retour en France à sa mort. La première partie de l'ouvrage s'intéresse également au corps expéditionnaire français en Amérique et notamment aux officiers qui ont accompagné La Fayette. La seconde partie est moins détaillée. À noter le chapitre XIII « Vérités et contre vérités » qui entend faire un florilège des écrits contemporains et historiques sur La Fayette. Robert Legrand utilise abondamment les très nombreux ouvrages (pas toujours de grande qualité, voire pour certains exécrables) publiés sur La Fayette et Washington pour dresser un